

La « rentrée sociale du déclassement »

30 septembre 2026

Pour exiger des services publics de qualité, 300 000 fonctionnaires, lycéen·ne·s, pompier·e·s et usager·e·s ont défilé dans la rue ce mardi 29 septembre, alors que le Gouvernement annonce 54 milliards d'euros d'économies pour le prochain budget.

Dans un contexte de sécheresse, après un été caniculaire dont on compte encore les morts et les dégâts, la colère monte. Tandis que les compagnies pétrolières enregistrent des bénéfices historiques et que les entreprises françaises versent des dividendes record à leurs actionnaires, il est demandé à la population de régler la note. C'est bien la « rentrée du déclassement », comme l'affirme Sophie Binet, Secrétaire Générale de la CGT. Des salles de classe sans prof, des hôpitaux sans lit, des pompiers sans camion, des régions mises en concurrence pour bénéficier de Canadairs, des fonctionnaires sous-payés et sous dotés. C'est le dramatique résultat d'une politique continue de casse des services publics des gouvernements successifs. Choisir entre se soigner, se chauffer, manger à sa faim, éduquer ses enfants, se déplacer devient une constante des ménages. D'après l'IFE*, les familles ont perdu en moyenne 1 200 euros de pouvoir d'achat depuis 2024.

Indecosa-CGT, engagée pour la défense des services publics, contre la hausse des prix, pour la redistribution des richesses, a participé à la manifestation et appelle tous ses soutiens à rejoindre la mobilisation.

**Institut Français de l'Economie*

